

**Assemblée générale**

Distr. générale
30 avril 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 166 b) de l'ordre du jour

**Financement des forces des Nations Unies chargées
du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force
intérimaire des Nations Unies au Liban**

**Force intérimaire des Nations Unies au Liban : rapport
sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet
2019 au 30 juin 2020 et projet de budget pour l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédits ouverts pour 2019/20	480 102 600
Dépenses de 2019/20	479 886 100
Solde inutilisé de 2019/20	216 500
Crédits ouverts pour 2020/21	480 649 100
Montant estimatif des dépenses de 2020/21 ^a	480 606 500
Montant estimatif du solde inutilisé de 2020/21 ^a	42 600
Projet de budget du Secrétaire général pour 2021/22	480 427 900
Ajustement recommandé par le Comité consultatif pour 2021/22	(2 785 900)
Recommandation du Comité consultatif pour 2021/22	477 642 000

^a Montant estimatif au 31 mars 2021.



I. Introduction

1. Aux fins de son examen du financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires s'est entretenu en ligne avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 8 avril 2021. Le Comité consultatif formule des observations et recommandations sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général dans son rapport paru sous la cote [A/75/822](#), tandis que ses observations et recommandations sur les constatations et les recommandations du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 sont regroupées dans le rapport paru sous la cote [A/75/829](#).

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

2. Par sa résolution [73/322](#), l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 480 102 600 dollars (montant net : 467 052 900 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Force pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020. Le montant brut des dépenses totales de l'exercice s'est établi à 479 886 100 (montant net : 465 934 200 dollars), ce qui correspond à un taux d'utilisation de 99,95 %. Le solde inutilisé de 216 500 dollars est égal à 0,05 % du total des ressources et résulte de l'effet combiné de dépenses plus élevées que prévu au titre du personnel civil (2 624 400 dollars, soit 2,8 %) et de dépenses moins élevées que prévu au titre des militaires et du personnel de police (367 400 dollars, soit 0,1 %) et des dépenses opérationnelles (2 473 500 dollars, soit 5,8 %). On trouvera une analyse détaillée des écarts à la section IV du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Force pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ([A/75/612](#)).

3. En 2019/20, des ressources d'un montant total de 2 624 000 dollars ont été réaffectées de la catégorie I (Militaires et personnel de police) (178 000 dollars) et de la catégorie III (Dépenses opérationnelles) (2 446 000 dollars) à la catégorie II (Personnel civil). Il a fallu réaffecter des fonds à la catégorie II (Personnel civil) parce que les dépenses au titre du personnel recruté sur le plan national ont été supérieures aux prévisions, en raison du taux d'occupation des postes plus élevé que prévu du fait de l'initiative de la Force visant à accélérer le recrutement de personnel sur le plan national, ainsi que du relèvement du barème des traitements du personnel recruté sur le plan national, à compter du 1^{er} janvier 2020. On a pu réaffecter des ressources de la catégorie I, car le coût maximal par personne des rations a été, en moyenne, moins élevé que prévu dans le budget et il a été possible de réaffecter des ressources de la catégorie III parce que le prix moyen réel du litre de gazole pour groupes électrogènes et du litre de carburant aviation a été inférieur aux prévisions, et que les activités d'appui prioritaires ont été redéfinies afin de couvrir le déficit au titre du personnel civil (*ibid.*, par. 38 et 39).

Engagements non réglés

4. En réponse à ses questions, il a été indiqué au Comité consultatif que les engagements non réglés de la FINUL étaient passés de 54 128 900 dollars en 2018/19 à 96 276 900 dollars en 2019/20, ce qui s'explique principalement par le fait que les engagements au titre des remboursements aux pays fournisseurs de contingents du coût des contingents au taux standard pour l'exercice 2018/19 portent sur deux mois,

à savoir mai et juin 2019, alors que les engagements pour l'exercice 2019/20 portent sur six mois, à savoir de janvier à juin 2020.

Questions relatives au rapport du Comité des commissaires aux comptes

5. Lors de l'examen des rapports du Secrétaire général sur le financement de la FINUL, le Comité consultatif était également saisi du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2020 (A/75/5 (Vol. II), chap. II). Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a formulé des observations et des recommandations concernant la FINUL, qui portent entre autres sur : a) la lutte antimines ; b) le transport aérien de passagers extérieurs à l'Organisation des Nations Unies et le recouvrement des coûts ; c) la gestion des armes et des munitions. Le Comité consultatif rappelle la recommandation du Comité des commissaires aux comptes demandant que la FINUL élabore et applique des instructions permanentes, en application de la Politique sur la gestion des armes et des munitions, et qu'elle crée un conseil consultatif sur les armes et les munitions (ibid., par. 228 à 238). Ayant posé des questions à cet égard, le Comité consultatif a été informé par le Secrétariat que le conseil consultatif a été établi et que trois réunions ont eu lieu. **Le Comité consultatif partage l'avis du Comité des commissaires aux comptes sur les recommandations relatives à la gestion des armes et des munitions (A/75/829, par. 15 à 18), ainsi que sur les recommandations relatives aux questions administratives et budgétaires, et espère qu'elles seront appliquées dans les meilleurs délais.**

III. Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

6. En ce qui concerne les dépenses effectives et le montant estimatif des dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, le Comité consultatif a été informé comme suite à ses questions qu'au 31 mars 2021 les dépenses s'élevaient à 383 196 200 dollars (montant brut). À la fin de l'exercice en cours, on estime que le montant total des dépenses atteindra 480 606 500 dollars (montant brut), soit un solde inutilisé de 42 600 dollars, ce qui correspond à des dépenses inférieures de 0,01 % aux ressources approuvées (480 649 100 dollars).

7. Le Comité consultatif a été informé qu'au 1^{er} mars 2021, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la FINUL depuis sa création s'établissait à 10 428 681 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 10 135 790 000 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 292 891 000 dollars. Au 1^{er} mars 2021, le solde de trésorerie de la Force se chiffrait à 151 025 000 dollars, ce qui est suffisant pour constituer une réserve de fonctionnement permettant de couvrir trois mois de dépenses (45 367 000 dollars) (à l'exclusion des remboursements aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police). Le Comité consultatif a été également informé qu'au 31 décembre 2020, le montant restant dû au titre du matériel appartenant aux contingents s'élevait à 30 088 900 dollars.

8. Comme suite à ses questions sur les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, il a été répondu au Comité consultatif qu'au 29 mars 2021, 212 demandes d'indemnité avaient donné lieu à des versements d'un montant total de 23 131 000 dollars depuis la création de la FINUL et 18 demandes étaient en instance de règlement. **Le Comité consultatif compte que les demandes en instance seront réglées dans les meilleurs délais.**

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022

A. Mandat et hypothèses budgétaires

9. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la FINUL dans ses résolutions [425 \(1978\)](#) et [426 \(1978\)](#) et l'a prorogé dernièrement jusqu'au 31 août 2021 par sa résolution [2539 \(2020\)](#). Les hypothèses budgétaires et les activités d'appui de la FINUL pour l'exercice 2021/22 sont résumées à la section I.B du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget de la Force pour cet exercice ([A/75/772](#)).

Incidences de l'explosion dans le port de Beyrouth

10. En ce qui concerne l'explosion qui s'est produite dans le port de Beyrouth le 4 août 2020, le Secrétaire général indique que la FINUL, compte tenu des conséquences de l'explosion sur les opérations de l'Armée libanaise et du report de sa formation avancée à l'intégration des opérations d'interdiction maritime, continuera de dispenser une formation technique et d'apporter des compétences techniques pour que les Forces de mer libanaises puissent à terme assumer efficacement leurs responsabilités en matière d'interdiction maritime (ibid., par. 14). Le Comité consultatif s'est fait fournir des renseignements supplémentaires sur l'incidence budgétaire de l'explosion dans le port de Beyrouth, qui est estimée à 397 404 dollars, répartis comme suit : a) contingents : 32 306 dollars pour les rations et l'eau en bouteille ; b) installations et infrastructures : 298 388 dollars pour les équipements de protection individuelle, le gazole pour les groupes électrogènes, la location et le nettoyage des toilettes chimiques, les barbelés concertina, l'entretien des groupes électrogènes et des conduites d'eau, et les fournitures pour les logements ; c) dépenses médicales : 66 710 dollars pour les gaz médicaux, l'oxygène et la fourniture de services hospitaliers de niveau IV au personnel militaire de la FINUL blessé lors de l'explosion à Beyrouth. Le Comité consultatif a aussi été informé que le total des dépenses réelles de la FINUL liées à l'explosion dans le port de Beyrouth serait communiqué dans le cadre du rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2020/21. **Le Comité consultatif salue les efforts déployés par la Force pour fournir une assistance au lendemain de l'explosion dans le port de Beyrouth.**

B. Ressources nécessaires

Ressources financières^a

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant alloué (2019/20)	Dépenses (2019/20)	Montant alloué (2020/21)	Dépenses au 31 mars 2021	Dépenses prévues (2021/22)	Variation	
						Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	344 856,6	344 489,2	341 303,5	275 469,0	331 853,6	(9 449,9)	(2,8)
Personnel civil	92 796,0	95 420,4	95 653,0	74 094,9	99 147,5	3 494,5	3,7
Dépenses opérationnelles	42 450,0	39 976,5	43 692,6	33 632,3	49 426,8	5 734,2	13,1
Montant brut	480 102,6	479 886,1	480 649,1	383 196,2	480 427,9	(221,2)	0,0

^a On trouvera aux sections II et IV du projet de budget ([A/75/772](#)) des informations détaillées sur les ressources financières demandées et une analyse des variations.

11. D'un montant de 480 427 900 dollars, ce budget est en diminution de 221 200 dollars (0,05 %) par rapport aux crédits de 480 649 100 dollars ouverts pour 2020/21. On trouvera des renseignements au sujet de la variation entre les crédits ouverts pour 2020/21 et le montant des crédits demandés pour 2021/22 à la section IV du projet de budget (ibid.).

1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé pour 2020/21^a</i>	<i>Effectif proposé pour 2021/22</i>	<i>Variation</i>
Membres des contingents	15 000	13 000	(2 000)

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

12. Le montant des dépenses prévues au titre des contingents pour l'exercice 2021/22 s'élève à 331 853 600 dollars, soit 9 449 900 dollars (2,8 %) de moins que les crédits ouverts pour l'exercice 2020/21. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des coûts du matériel lourd appartenant aux contingents, qui résulte des modifications apportées aux mémorandums d'accord conclus avec les pays fournisseurs de contingents, et par un déploiement moyen prévu de 10 022 membres des contingents, contre 10 155 en 2020/21. Elle est en partie contrebalancée par l'augmentation des dépenses prévues au titre du transport et du déploiement de matériel appartenant aux contingents, qui tient au rapatriement de matériel lourd dans le cadre des modifications apportées au mémorandum d'accord relatif à l'examen interne, pour lequel aucun crédit n'a été prévu dans le budget pour 2020/21 (ibid., par. 135 et 136).

13. On trouvera dans le tableau ci-après les coefficients délais de déploiement des contingents constatés pendant les exercices 2019/20 et 2020/21 et ceux qui sont proposés pour 2021/22.

Coefficient délais de déploiement

(En pourcentage)

<i>Catégorie</i>	<i>Coefficient effectif en 2019/20</i>	<i>Effectif approuvé pour 2020/21</i>	<i>Coefficient effectif au 31 mars 2021</i>	<i>Coefficient effectif moyen au 31 mars 2021</i>	<i>Projection 2021/22</i>
Militaires et personnel de police					
Contingents	32,8	32,3	35,0	33,3	22,9

14. Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant les militaires.

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2020/21</i>	<i>Effectif proposé pour 2021/22</i>	<i>Variation</i>
Postes			
Personnel recruté sur le plan international	256	254	(2)
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	585	544	(41)

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2020/21</i>	<i>Effectif proposé pour 2021/22</i>	<i>Variation</i>
Administrateurs recrutés sur le plan national	48	46	(2)
Total	889	844	(45)

15. Le montant des dépenses prévues au titre du personnel civil pour l'exercice 2021/22 s'élève à 99 147 500 dollars, soit une augmentation de 3 494 500 dollars (3,7 %) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2020/21. Cette augmentation est due à la hausse des traitements du personnel recruté sur le plan international et à la baisse des taux de vacance de postes de 4,3 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national et de 2,0 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national, contre 10,4 % et 7,2 %, respectivement, en 2020/21 ; elle est compensée en partie par la réduction des dépenses résultant de la suppression proposée de 45 postes (2 postes d'agent(e) du Service mobile, 2 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 41 postes d'agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national) (ibid., par. 137 et 138).

16. En ce qui concerne le personnel civil, 844 postes et emplois de temporaire sont proposés pour 2021/22, dont 254 postes soumis à recrutement international, 544 postes d'agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national, et 46 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, contre 889 postes et emplois approuvés pour 2020/21. On trouvera des renseignements sur les propositions relatives au personnel à la section I.E du rapport du Secrétaire général.

Évaluation de la FINUL et examen des besoins en personnel civil

17. Aux paragraphes 19 à 22 du projet de budget, le Secrétaire général indique que les modifications apportées au tableau d'effectifs sont conformes à la résolution [2539 \(2020\)](#) et à l'évaluation menée ultérieurement par la FINUL, dans laquelle il a été recommandé, entre autres, de consolider les capacités de planification stratégique au Bureau du Chef de la mission et commandant de la force, dans le cadre des ressources existantes, afin de renforcer et d'harmoniser la planification stratégique et opérationnelle intégrée des activités dans les principaux programmes transversaux, tels que le Système complet de planification et d'évaluation de la performance, la budgétisation axée sur les résultats, la gestion stratégique au moyen d'Umoja, la gestion des risques, la continuité des opérations, la planification des interventions d'urgence, les questions de genre et l'environnement, et de procéder à un examen des besoins en personnel civil. Dans ce cadre, la FINUL propose de créer le Bureau du Coordonnateur principal (par. 19 ci-dessous) et d'y regrouper les capacités de planification existantes de la FINUL en transférant le Groupe des politiques et des meilleures pratiques, le Groupe des commissions d'enquête et le Centre d'analyse conjointe de la mission du Bureau du Chef de la mission et commandant de la force au nouveau Bureau. En outre, le Groupe de la mise aux normes et du suivi serait rebaptisé Groupe de l'application des recommandations et transféré au Bureau du représentant de l'administration civile à Beyrouth et rattaché au Bureau du Directeur de l'appui à la mission. Le Secrétaire général indique aussi qu'à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil, il a été recommandé de supprimer 45 postes, de transférer 18 postes, de réaffecter 7 postes et d'en reclasser 2 ([A/75/772](#), par. 19 à 23).

18. Le Comité consultatif s'est fait fournir des renseignements supplémentaires sur l'examen des postes prêtés dans le tableau d'effectifs approuvé : une mission peut procéder à des prêts temporaires à l'intérieur de la mission pour répondre à des besoins en ressources humaines ou à des besoins opérationnels, l'objectif étant que

les postes soient rendus à l'unité administrative autorisée à la fin de la période. Il a aussi été informé que dans les cas où ces besoins sont toujours présents au-delà de la période autorisée, la mission est tenue de proposer le transfert du poste dans le projet de budget. Au 25 mars 2021, un total de 15 postes étaient prêtés, dont certains depuis 2018, à d'autres bureaux de la FINUL, tous les prêts devant prendre fin à la fin de l'exercice 2020/21, le 30 juin 2021. **Le Comité consultatif compte que tous les prêts temporaires de postes et de personnel à l'intérieur de la Force sont conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation, au Statut et au Règlement du personnel.**

Recommandations concernant les postes et les emplois de temporaire

Création du Bureau du Coordonnateur principal au moyen de réaffectations et de transferts

19. Dans le cadre de la réorganisation susmentionnée des capacités de planification stratégique, le Secrétaire général propose de créer le Bureau du Coordonnateur principal en regroupant les capacités de planification de la Force et en transférant le Groupe des politiques et des meilleures pratiques, le Groupe des commissions d'enquête et la Cellule d'analyse conjointe de la mission du Bureau du Chef de la mission et commandant de la force au nouveau Bureau, avec un effectif proposé de 17 personnes créé par le transfert et la réaffectation des bureaux susmentionnés (ibid., par. 22, 38, 40, 42 à 44, 50, 59 et 61 et tableaux 1 à 4, 7, 10, 11 et 20). À sa demande de précisions, il a été répondu au Comité consultatif que l'examen des besoins en personnel civil recommandait aussi de régulariser trois postes actuellement prêtés (voir aussi le paragraphe 18). Le transfert des postes concerne aussi un poste d'administrateur(trice) général(e) chargé(e) de la coordination (D-1) du Bureau du commandant de la force au nouveau Bureau. Ayant posé la question, le Comité consultatif a été informé que cette fonction étant considérée comme l'équivalent d'un chef d'état-major civil, un titre différent a été utilisé afin de la distinguer de celle du chef d'état-major militaire existant.

20. La proposition de création du Bureau du Coordonnateur principal prévoit également le transfert d'un poste de spécialiste hors classe des affaires civiles (P-5) de la Section des affaires civiles de la Division des affaires politiques et civiles au Bureau du Coordonnateur principal, et la réaffectation du poste de spécialiste hors classe de la planification des missions (P-5) afin de fournir un appui de haut niveau en matière de planification à la Force et de diriger le Groupe de la planification de la mission et le Groupe des politiques et des meilleures pratiques qui seront créés dans le nouveau Bureau (ibid., par. 43 et tableaux 3 et 11). À sa demande de précisions, il a été répondu au Comité consultatif que ce poste était prêté au Bureau du Chef de la mission et commandant de la force depuis mai 2020 par la Section des affaires civiles. Le Comité consultatif a aussi été informé que le développement du Système complet de planification et d'évaluation de la performance, qui est en cours de mise en œuvre depuis la fin de la phase pilote en juillet 2020, sera placé sous la responsabilité de la personne occupant le poste de spécialiste hors classe de la planification des missions (P-5) proposé. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu de la nécessité opérationnelle d'une fonction distincte de planification des missions dans le nouveau Bureau du Coordonnateur principal. Il recommande donc de ne pas approuver le transfert d'un poste de spécialiste hors classe des affaires civiles (P-5) de la Section des affaires civiles de la Division des affaires politiques et civiles au Bureau du Coordonnateur principal et sa réaffectation en tant que spécialiste hors classe de la planification des missions (P-5).** Le Comité consultatif examinera les questions relatives au Système complet de planification et d'évaluation de la performance dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général (A/75/822).

Réaffectation et reclassement

21. Le Secrétaire général propose de réaffecter un poste de conseiller(ère) pour les questions liées à la police des Nations Unies (P-4) du Bureau du Chef adjoint de la mission et Directeur des affaires politiques et civiles (bureau de Beyrouth), et de reclasser le poste en fonctionnaire du protocole (P-3) au Bureau du Chef de la mission et commandant de la force ([A/75/772](#), par. 41 et 62 et tableau 2).

22. En réponse à sa question, il a été précisé au Comité consultatif que le poste de conseiller(ère) pour les questions de police avait été créé en 2007¹ en prévision du retrait complet des Forces de défense israéliennes du nord de Ghajar, qui n'a toujours pas eu lieu. Si la fonction de conseiller(ère) pour les questions de police a été utilisée dans d'autres domaines, comme l'aide au renforcement des capacités des institutions municipales locales, la résolution [2539 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité ne confie à la FINUL aucun mandat en matière d'état de droit ou de maintien de l'ordre. À sa demande de précisions, il a été répondu au Comité consultatif que le poste a été pourvu tous les ans et l'est toujours, mais qu'il était vacant en 2019/20. Il lui a aussi été indiqué que le poste de conseiller(ère) pour les questions de police avait été pris en compte dans l'examen des besoins en personnel civil : celui-ci a conclu qu'il n'y avait pas de besoin opérationnel pour ce poste, celui-ci ayant été sous-utilisé et les fonctions de police n'étant pas requises au titre du mandat de la FINUL. Il a également été porté à la connaissance du Comité consultatif que, dans la logique de la délégation de pouvoirs accordée aux chefs d'entités à compter du 1^{er} janvier 2019, la ou le chef de mission dispose d'une délégation de pouvoirs pour la sélection du personnel jusqu'au niveau D-1 inclus et, en application d'une note de service datée du 5 août 2019, pour le personnel de niveau D-2, pour tous les postes civils approuvés. Il a toutefois été précisé au Comité consultatif que la sélection, le recrutement et la rotation des agents en tenue, dont le conseiller pour les questions de police fait partie, ne relèvent pas de la délégation de pouvoirs mais du Département des opérations de paix. Le Comité consultatif a été informé que la Division de la police du Département s'en était remise à la FINUL pour ce qui est de justifier la modification des effectifs prévus, à savoir l'abolition du poste de conseiller(ère) pour les questions de police.

23. En réponse à ses questions sur la proposition de reclassement du poste de conseiller(ère) pour les questions liées à la police des Nations Unies (P-4) en poste de fonctionnaire du protocole (P-3), il a été indiqué au Comité consultatif que l'examen des effectifs avait conclu à la nécessité de renforcer le Groupe du protocole du Bureau du Chef de la mission et commandant de la force, en proposant les changements suivants : a) réaffectation et reclassement en poste de fonctionnaire du protocole (P-3) du poste susmentionné de conseiller(ère) pour les questions liées à la police des Nations Unies (P-4) ; b) réaffectation d'un poste d'assistant(e) au protocole (agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national) du Bureau du Chef adjoint de la gestion de la prestation de services (voir aussi [A/75/772](#), par. 39 et 41 et tableau 2). À sa demande de précisions, il a été répondu au Comité consultatif que le Groupe du protocole est actuellement dirigé par un officier d'état-major (lieutenant-colonel) et comprend deux officiers d'état-major (major) et un assistant au protocole civil (agent des services généraux recruté sur le plan national).

24. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 10 de sa résolution [72/299](#), l'Assemblée générale a fait siennes les recommandations du Comité consultatif formulées au paragraphe 25 de son rapport ([A/72/789/Add.5](#)), dans lequel il se prononçait contre la réaffectation proposée pour ce poste, et qu'au paragraphe 10 de sa résolution [73/322](#), elle a fait sienne la recommandation formulée par le Comité

¹ Dans sa résolution [61/250 C](#), l'Assemblée générale a fait sienne la recommandation du Comité consultatif relative à la création du poste de conseiller(ère) pour les questions de police (P-4) (voir [A/61/852/Add.16](#), par. 17).

consultatif au paragraphe 22 de son rapport ([A/73/755/Add.2](#)) contre la suppression proposée du poste. Le Comité consultatif estime que le mandat de la FINUL n'a pas changé et que la justification apportée au cours de l'exercice 2007/08 pour la création du poste de conseiller(ère) pour les questions de police (P-4) est toujours valable et que le besoin politique et opérationnel lié à ce poste est, par conséquent, toujours le même. De plus, il est d'avis que l'examen des effectifs aurait dû tenir compte des orientations fournies par l'Assemblée générale et qu'il est inexact de déterminer que le Groupe du protocole devrait être renforcé au moyen du poste de conseiller(ère) pour les questions liées à la police des Nations Unies (P-4), qui a été pourvu par le recrutement d'un policier en service actif détaché dans un bureau sans rapport avec le poste en question, et en transformant ultérieurement la fonction pour l'intégrer dans un domaine de responsabilité professionnelle différent à un grade inférieur, à pourvoir par le recrutement international d'un(e) civil(e). Le Comité consultatif recommande donc de ne pas approuver le transfert et la réaffectation du poste de conseiller(ère) pour les questions liées à la police des Nations Unies (P-4) en tant que fonctionnaire du protocole (P-3). Il reconnaît la nécessité d'un renforcement civil du Groupe du protocole et recommande la réaffectation d'un poste d'assistant(e) au protocole (agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national) du Bureau du Chef adjoint de la gestion de la prestation de services. Le Comité consultatif formule des observations sur la question de la réaffectation et du reclassement simultanés des postes dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)).

Taux de vacance

25. On trouvera dans le tableau ci-après les taux de vacance du personnel civil constatés pendant les exercices 2019/20 et 2020/21 et ceux qui sont proposés pour 2021/22. Le Comité consultatif note que l'application de taux qui diffèrent des taux de vacance effectifs pendant l'exercice en cours, au 31 mars 2021, n'est pas justifiée : a) agents des services généraux recrutés sur le plan national : un taux de vacance de 2,0 % est prévu, alors que la moyenne effective est de 9,4 % et que le taux effectif s'établit à 10,1 % ; b) administrateurs recrutés sur le plan national : un taux de vacance de 4,3 % est prévu, alors que la moyenne effective est de 10,4 % et que le taux effectif est de 12,5 %.

Taux de vacance

(En pourcentage)

Catégorie	Taux effectif moyen pour 2019/20	Taux approuvé pour 2020/21	Taux effectif au 28 février 2021	Taux effectif au 31 mars 2021	Taux effectif moyen au 31 mars 2021	Taux proposé pour 2021/22
Personnel civil						
Personnel recruté sur le plan international	6,6	5,5	3,5	4,3	5,1	5,1
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	7,4	7,2	9,9	10,1	9,4	2,0
Administrateurs recrutés sur le plan national	15,0	10,4	12,5	12,5	10,4	4,3

26. Le Comité consultatif réaffirme que les taux de vacance proposés doivent être fondés, dans la mesure du possible, sur les taux effectifs. Lorsque les taux proposés diffèrent des taux effectifs, la raison doit toujours en être systématiquement et clairement indiquée dans le projet de budget et les documents connexes.

Postes vacants

27. À sa demande de précisions, il a été répondu au Comité consultatif que 73 postes étaient vacants au 28 février 2021. Au 12 avril 2021, 28 postes étaient vacants depuis deux ans ou plus (2 postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national et 26 postes d'agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national). En réponse à ses questions, il a été précisé au Comité consultatif qu'un poste d'assistant(e) administratif(ve) (agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national) est un poste vacant, sur lequel le titulaire précédent garde un droit ; qu'il est proposé de régulariser un poste d'assistant(e) (gestion des installations) (agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national), de réaffecter un poste d'assistant(e) de secrétariat (agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national), et de transférer un poste d'assistant(e) administratif(ve) (agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national). Il est proposé de supprimer les autres postes vacants. **Le Comité consultatif note que la plupart des postes d'agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national qu'il est proposé de supprimer sont actuellement vacants et non pourvus. Il rappelle que l'Assemblée générale a redit sa préoccupation face au nombre élevé de postes vacants dans la composante civile et prié de nouveau le Secrétaire général de veiller à ce que ces postes soient pourvus rapidement (résolution 74/292, par. 22).**

28. **Sous réserve de recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 20 et 24, le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant le personnel civil soient approuvées. Il conviendra d'ajuster le montant des dépenses opérationnelles correspondantes.**

3. Dépenses opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Dépenses (2019/20)	Montant alloué (2020/21)	Dépenses au 31 mars 2021	Dépenses prévues (2021/22)	Variation	
					Montant	Pourcentage
	(1)	(2)		(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	77,4	59,5	5,0	109,4	49,9	83,9
Voyages officiels	522,1	712,0	130,1	631,0	(81,0)	(11,4)
Installations et infrastructures	16 222,5	17 669,7	13 925,7	16 159,1	(1 510,6)	(8,5)
Transports terrestres	4 788,6	5 645,4	4 779,6	5 437,7	(207,7)	(3,7)
Opérations aériennes	6 287,5	7 003,5	4 489,7	6 834,4	(169,1)	(2,4)
Opérations maritimes ou fluviales	107,8	113,6	167,9	133,8	20,2	17,8
Communications et informatique	5 830,9	7 739,5	6 514,1	13 877,5	6 138,0	79,3
Santé	3 122,4	1 088,5	1 240,0	1 858,4	769,9	70,7
Matériel spécial	—	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	2 517,4	3 160,9	2 152,1	3 885,5	724,6	22,9
Projets à effet rapide	499,9	500,0	228,1	500,0	—	—
Total	39 976,5	43 692,6	33 632,3	49 426,8	5 734,2	13,1

29. L'augmentation proposée se décompose comme suit : a) des augmentations au titre des consultants et des services de consultants, des opérations maritimes ou fluviales, des communications et de l'informatique, de la santé ainsi que des fournitures, services et matériel divers ; b) des réductions au titre des voyages officiels, des installations et infrastructures, des transports terrestres et des opérations aériennes ; c) des dépenses constantes au titre des projets à effet rapide ([A/75/772](#), sect. II et IV). Le Comité consultatif examine les questions relatives à l'acquisition de conteneurs maritimes et à la lutte antiterroriste dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)).

30. Tout en prenant note de la réduction globale qui est proposée pour les dépenses opérationnelles pour 2021/22, le Comité consultatif n'est pas convaincu que les explications fournies suffisent à justifier les prévisions de dépenses dont il est question ci-après. Compte tenu également de la sous-utilisation des crédits et des conséquences que la COVID-19 continuera probablement d'avoir, il formule les observations suivantes et recommande les ajustements suivants :

a) *Voyages officiels* : les ressources proposées, d'un montant de 631 000 dollars, font apparaître une diminution de 81 000 dollars (11,4 %). Au 31 mars 2021, le montant total des dépenses enregistrées pour 2020/21 s'élevait à 130 100 dollars, alors que les crédits qui avaient été ouverts s'établissaient à 712 000 dollars. En réponse à ses questions, il a été précisé au Comité consultatif que la réduction des crédits prévus tient compte de l'organisation de formations et de réunions virtuelles, lorsque cela est possible, et des leçons tirées de la pandémie de COVID-19, et comprend un montant de 34 400 dollars pour les frais de formation, les fournitures et les honoraires, qui servira à assurer une connectivité et une infrastructure adéquates aux fins de la formation virtuelle et en présentiel. De même, la réduction des crédits en 2019/20 et 2020/21 est une conséquence de la pandémie de COVID-19 et du fait que, sur 64 déplacements prévus au titre de formations, 25 ont été annulés et 2 ont été remplacés par des formations virtuelles. **Le Comité consultatif souligne que les voyages doivent être budgétisés en pleine conformité avec les dispositions des documents [ST/SGB/2009/9](#) et [ST/AI/2013/3](#). Il recommande de réduire de 15 % (94 700 dollars) le montant des ressources demandées au titre des voyages officiels ;**

b) *Installations et infrastructures* : les ressources proposées, d'un montant de 16 159 100 dollars, sont en recul de 1 510 600 dollars (8,5 %). Au 31 mars 2021, le montant total des dépenses enregistrées pour 2020/21 s'élevait à 13 925 700 dollars, alors que les crédits qui avaient été ouverts s'établissaient à 17 669 700 dollars. Le montant alloué pour 2019/20 était de 18 146 000 dollars, les dépenses engagées s'élevant à 16 222 500 dollars au total. La réduction des dépenses est principalement imputable à la baisse du coût moyen prévu du carburant destiné aux groupes électrogènes et à l'achèvement programmé de deux projets de construction ponctuels en 2020/21, comme prévu dans le cadre de la troisième année de mise en œuvre du plan quinquennal de remplacement du matériel ; cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation des crédits au titre de l'achat de matériel pour le projet de surveillance de la Ligne bleue et l'acquisition de groupes électrogènes et de matériel électrique pour remplacer deux groupes électrogènes, en application du plan de remplacement du matériel ([A/75/772](#), par. 142 et 143). **Compte tenu de la sous-utilisation des crédits sous certaines rubriques budgétaires, le Comité consultatif recommande une réduction de 5 % (808 000 dollars) des ressources proposées au titre des installations et infrastructures ;**

c) *Transports terrestres* : les ressources proposées, d'un montant de 5 437 700 dollars, font apparaître une diminution de 207 700 dollars (3,7 %). Au 31 mars 2021, le montant total des dépenses enregistrées pour 2020/21 s'élevait à

4 779 600 dollars, alors que les crédits qui avaient été ouverts s'établissaient à 5 645 400 dollars. Le montant alloué pour 2019/20 était de 5 352 600 dollars, les dépenses engagées s'élevant à 4 788 600 dollars au total. Cette diminution s'explique principalement par la baisse du coût moyen prévu du carburant destiné aux véhicules par rapport à 2020/21 ; elle est en partie contrebalancée par l'acquisition de 45 véhicules (39 véhicules tous usages, 5 véhicules à usage spécial et 1 minibus), dont le remplacement est prévu dans le cadre de la troisième année de mise en œuvre du plan quinquennal de remplacement du matériel, soit une hausse par rapport aux 38 véhicules inscrits au budget approuvé pour 2020/21 (ibid., par. 144). **Le Comité consultatif reconnaît la nécessité de remplacer les véhicules en application du plan quinquennal de remplacement du matériel de la FINUL, mais estime que d'autres mesures d'efficacité peuvent être envisagées, compte tenu également des restrictions imposées aux déplacements et aux mouvements en raison de la pandémie de COVID-19 et de la baisse du taux d'utilisation des véhicules qui en résulte. Il compte que des informations actualisées sur l'ajustement du rythme de remplacement des véhicules seront communiquées dans le prochain projet de budget. Compte tenu également de la récente sous-utilisation des crédits, il recommande une réduction de 5 % (271 900 dollars) des ressources proposées au titre des transports terrestres ;**

d) *Communications et informatique* : les ressources proposées, qui s'élèvent à 13 877 500 dollars, sont en augmentation de 6 138 000 dollars (79,3 %). Au 31 mars 2021, le montant total des dépenses enregistrées pour 2020/21 s'élevait à 6 514 100 dollars, alors que les crédits qui avaient été ouverts s'établissaient à 7 739 500 dollars. Le montant alloué pour 2019/20 était de 6 507 000 dollars, les dépenses engagées s'élevant à 5 830 900 dollars au total. L'augmentation des ressources demandées s'explique principalement par l'achat d'équipements de communication et de matériel informatique dans le cadre de la mise en œuvre du projet de surveillance de la Ligne bleue, et par l'achat de matériel de maintenance réseau et de petits ordinateurs portables en quantité plus importante que prévu, dans le cadre de la deuxième année du plan quinquennal de remplacement du matériel de communication et du matériel informatique. **Nonobstant les ressources nécessaires au titre du projet de surveillance de la Ligne bleue, et compte étant tenu de la récente sous-utilisation des crédits, le Comité consultatif considère que le montant demandé au titre des communications et de l'informatique n'est pas pleinement justifié et recommande donc une réduction de 10 % (1 387 800 dollars) ;**

e) *Autres dépenses de fret et dépenses connexes* : les ressources proposées pour 2021/22 s'élèvent à 1 281 400 dollars, soit une augmentation de 542 300 dollars (73,4 %). Au 31 mars 2021, le montant total des dépenses enregistrées pour 2020/21 s'élevait à 542 000 dollars, alors que les crédits qui avaient été ouverts s'établissaient à 739 100 dollars. Le montant alloué pour 2019/20 était de 723 900 dollars, les dépenses engagées s'élevant à 629 600 dollars au total. **Compte tenu des conséquences que la pandémie de COVID-19 aura au cours de l'exercice 2021/22, en particulier sur les services de fret mondiaux, et de la sous-utilisation des crédits en 2020/21, le Comité consultatif recommande une réduction de 20 % (256 300 dollars) des ressources proposées au titre du fret et des dépenses connexes.**

31. Sous réserve des recommandations qu'il a formulées aux paragraphes 28 et 30 a) à e), le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant les dépenses opérationnelles soient approuvées.

V. Questions diverses

Conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

32. Les mesures prises par la FINUL pour faire face à la COVID-19 pendant l'exercice 2019/20 sont décrites aux paragraphes 16 à 18 du rapport sur l'exécution du budget (A/75/612). En réponse à ses questions, il a été précisé au Comité consultatif que le projet de budget pour l'exercice 2021/22 porte sur les besoins pour une période de 12 mois tout entière afin que l'exécution des mandats soit plus efficace, en partant du principe que les restrictions liées à la COVID-19 et qui concernent par exemple les voyages, les déplacements et les accès, ne s'appliqueront plus, compte tenu des enseignements tirés. Le Comité consultatif a également été informé que les effets prolongés de la pandémie de COVID-19 sur les opérations demeurent incertains.

33. **Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a noté avec une vive préoccupation la menace que la COVID-19 représentait pour la vie, la santé et la sécurité et souligné qu'il importait d'assurer la sûreté, la sécurité et la santé du personnel de maintien de la paix, de maintenir la continuité de l'exécution des mandats essentiels, dont la protection des civils, de réduire au minimum le risque que les activités de la mission contribuent à la propagation du virus et, selon les possibilités, d'aider les autorités nationales, si elles en faisaient la demande et dans le cadre des mandats prévus, à prendre des mesures pour lutter contre la COVID-19, en collaboration avec la coordonnatrice résidente ou le coordonnateur résident et les entités des Nations Unies présentes dans le pays (résolution 74/292, par. 15). Il compte que des informations actualisées seront communiquées dans le prochain projet de budget.**

Financement de la Section régionale déontologie et discipline (Bureau du Chef de la mission et commandant de la force)

34. Le Secrétaire général indique que la Section régionale déontologie et discipline continuera de mener les activités régionales qui lui ont été confiées, à savoir la stratégie de l'Organisation en matière de protection contre les fautes professionnelles dans les 10 entités visées² (A/75/772, par. 29, 47 et 48). À sa demande de précisions, il a été répondu au Comité consultatif que, dans le cadre opérationnel de la Section, les services fonctionnels fournis aux autres missions le sont à titre gracieux. Toutefois, les coûts directs liés à la prestation de services, tels que la formation et l'estimation des risques, ainsi que les frais de voyage officiels liés aux déplacements dans les missions faisant l'objet d'un tel appui, sont supportés par les missions bénéficiaires. **Le Comité consultatif est d'avis que les services fonctionnels fournis aux autres missions devraient être fournis sur la base du remboursement des coûts.**

Initiatives dans le domaine de l'environnement

35. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, les initiatives dans le domaine de l'environnement comprennent le maintien du cadre réglementaire

² Les 10 entités couvertes par la Section régionale déontologie et discipline sont le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, la FINUL, la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

environnemental et les évaluations environnementales ; les améliorations apportées à la gestion des déchets solides ; le traitement des eaux usées dans le respect de la stratégie ; la mise en place de diverses mesures de protection (bassins de confinement de carburant et de lubrifiant, bassins de confinement des fuites et déversements de carburant de groupe électrogène, drainage) ; la réalisation d'économies de ressources par l'augmentation de la part des énergies renouvelables, le remplacement des groupes électrogènes par des unités plus efficaces ainsi que la mise en place de systèmes de collecte des eaux de pluie ; les activités de sensibilisation (ibid., par. 25). En réponse à ses questions, il a été précisé au Comité consultatif que les initiatives environnementales comprennent en particulier l'achat de climatiseurs dotés de convertisseurs de courant continu pour remplacer et éliminer progressivement les unités dont la technologie est obsolète ; l'achat d'éléments et d'éclairages à diodes électroluminescentes pour remplacer petit à petit les éclairages traditionnels ; l'utilisation de l'énergie solaire grâce à l'achat d'un système photovoltaïque qui sera livré en mai 2021, ce qui devrait permettre d'économiser 71 009 dollars. **Le Comité consultatif prend note des initiatives dans le domaine de l'environnement et espère que des informations détaillées sur leur état d'avancement ainsi que sur le cahier des charges, les produits et les dates de début et de fin des activités seront fournies dans les futurs projets de budget. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a pris note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie environnementale pluriannuelle visant à réduire l'empreinte des opérations de maintien de la paix, et prie le Secrétaire général de renforcer les mesures prises pour la mettre en œuvre dans toutes les missions de maintien de la paix, compte tenu des cinq piliers qui y sont énoncés, en fonction des conditions régnant sur le terrain et dans le plein respect des règles et règlements applicables, et de lui rendre compte de la question dans son prochain rapport d'ensemble (résolution 74/292, par. 17).** Le Comité consultatif formule d'autres observations sur les activités environnementales dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général (A/75/822).

Projets à effet rapide

36. Des informations relatives aux projets à effet rapide sont fournies aux paragraphes 131 et 132 du projet de budget. La FINUL, en collaboration avec des organisations non gouvernementales, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires, continuera de travailler sur des projets à effet rapide visant améliorer de façon concrète et rapide la vie des habitants, dans trois domaines d'activité : 10 projets pour l'extension de l'autorité de l'État, l'éducation civique et le renforcement des capacités ; 7 projets visant à améliorer les capacités de gestion des conflits et à renforcer la confiance ; 8 projets visant à garantir aux populations locales l'accès à des services de base. En réponse à ses questions, il a été indiqué au Comité consultatif que la FINUL a mis en œuvre plusieurs projets à effet rapide comportant des aspects environnementaux, tels que la plantation d'arbres indigènes, la sensibilisation à l'environnement des pays fournisseurs de contingents et du personnel civil et la prise en compte des aspects environnementaux dans leur travail. **Le Comité consultatif est d'avis que la Force devrait améliorer la planification générale et évaluer les projets régulièrement³. Il considère qu'elle devrait se fonder sur les meilleures pratiques et sur les enseignements tirés des évaluations pour allouer les ressources aux projets ayant les effets les plus marqués. Il compte que des informations actualisées et détaillées sur la planification et l'évaluation des projets qui auront été exécutés seront présentées dans le prochain projet de budget.**

³ Voir les directives du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions sur les projets à effet rapide, n° 2017.17 (non disponibles en français).

Représentation équilibrée des femmes et des hommes

37. Il ressort des informations communiquées au Comité consultatif qu'au 31 décembre 2020, la proportion de femmes dans les effectifs de la FINUL était la suivante : 20,8 % à la classe P-5 et au-dessus ; 50,8 % aux classes P-1 à P-4 ; 34,7 % parmi les agents du Service mobile ; 50,0 % parmi les administrateurs recrutés sur le plan national ; 25,4 % parmi les agents des services généraux recrutés sur le plan national. Le Comité consultatif a aussi été informé que la FINUL avait publié une stratégie sur la parité des genres (*UNIFIL gender parity strategy*, 2018), qui s'appuie sur la stratégie du Secrétaire général applicable à l'ensemble du système des Nations Unies (2017). **Le Comité consultatif félicite la FINUL d'avoir atteint la parité dans la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan national et aux classes P-1 à P-4, mais note la sous-représentation dans les autres catégories. Il compte que la FINUL continuera de tout mettre en œuvre pour remédier à cette situation et que des informations à ce sujet seront fournies dans les futurs rapports.**

Transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national

38. Au paragraphe 21 de sa résolution [74/292](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'envisager, dans le cadre de l'établissement des projets de budget, de faire davantage appel à du personnel recruté sur le plan national, compte étant tenu du mandat et des besoins de la Force. Le Secrétaire général indique que la FINUL a étudié la transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement national et que le rapport entre les postes soumis à recrutement international autorisés (256) et les postes soumis à recrutement national (633) est de 1:2,5, le taux de transformation étant de 71,2 %. Ce résultat a été obtenu grâce à l'application des recommandations formulées dans l'examen des besoins en personnel civil de 2014/15 ([A/75/772](#), sect. VI). **Le Comité consultatif se félicite des efforts déployés pour renforcer les capacités nationales et espère que les futurs projets de budget continueront de fournir des informations actualisées à ce sujet.** Il formule d'autres observations sur le sujet dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/75/822](#)).

VI. Conclusion

39. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 sont énoncées à la section V du rapport sur l'exécution du budget ([A/75/612](#)). **Le Comité consultatif recommande que le montant de 216 500 dollars représentant le solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, ainsi que le montant de 5 592 900 dollars correspondant aux autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2020 soient portés au crédit des États Membres.**

40. Les décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre en ce qui concerne le financement de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 sont énoncées à la section V du projet de budget ([A/75/772](#)). **Compte tenu des observations et des recommandations qu'il a formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande que les crédits demandés soient réduits de 2 785 900 dollars et ramenés de 480 427 900 dollars à 477 642 000 dollars. Il recommande donc que l'Assemblée générale ouvre des crédits de 477 642 000 dollars aux fins du fonctionnement de la Force pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022.**